

A 2 jours des élections municipales

Précarité de la fonction publique territoriale

Dans deux jours le premier tour des élections municipales, les citoyens vont couler un bulletin dans l'urne. Parmi eux 75.200 agents des services publics, dont plus de la moitié espèrent une amélioration de leur situation professionnelle.

En effet, à La Réunion, 20% de la fonction publique territoriale est basée sur des contrats aidés. Des contrats précaires mettent généralement les agents dans des situations de stress, de précarité et de clientélisme. Un clientélisme difficile à prouver mais qui reste la principale raison des condamnations de politiques, pour des embauches illégales.

Emplois précaires

Selon l'analyse sur la fonction publique de l'INSEE (janvier 2014), les contrats aidés (1) représentent 20% des emplois dans la fonction publique territoriale à La Réunion. Sur l'ensemble de l'emploi public dans l'île, les contrats aidés en constituent 11%. Ces chiffres restent élevés pour un département comme La Réunion, où la Fonction publique est le principal employeur de l'île, en raison «de l'atrophie du secteur privé», a noté l'institut.

Au départ utilisés pour lutter contre le chômage, les contrats aidés ou «ti contra» sont désormais la seule issue possible pour que des milliers de Réunionnais puissent sortir du chômage, de la précarité, voire de la pauvreté. D'autant qu'avec un taux de chômage de 28,5%, La Réunion est «la région est la plus touchée de France» (INSEE) en matière de chômage et de précarité. Ces contrats sont donc un enjeu pour les bénéficiaires, désireux de rester en activité et pour les demandeurs d'emploi. Ces contrats sont issus de dispositifs gouvernementaux, voulant mettre leur pierre à un édifice qu'ils ne parviennent plus à maîtriser, tant le contexte économique et sociale de La Réunion, demande un changement en profondeur. Récemment, le gouvernement a lancé trois types de contrats: emploi d'avenir, emploi de génération et garantie jeune. Trois dispositifs destinés à lutter contre le chômage, mais dont la temporalité reste fixée pour les bénéficiaires. Aucun moyen alors pour ces derniers de parvenir à se projeter dans l'avenir et à entrer pleinement et sereinement dans le marché du travail.

Une titularisation en attente

En plus de la précarité de certains emplois publics, la question de la titularisation reste sensible. En mars 2013,

la presse relatait la détresse d'un agent municipal de Saint Denis, qui a menacé de se suicider. Cet acte a relancé le débat sur la titularisation. 34% (hors contrats aidés) des 75.200 agents des fonctions publiques de l'île n'y ont pas droit.

Une situation dénoncée en particulier pour les agents communaux, dont 70% est en situation précaire, selon la Cour des comptes. Une situation pointée du doigt à Saint-Paul et Sainte-Marie, où la Cour a relevé «des irrégularités dans le recrutement des agents non titulaires, avec un déséquilibre dans la répartition statutaire du personnel (plus de non titulaires que de titulaires)» (2).

A la veille des élections municipales, «le nombre de contrats en équivalent 12 mois a augmenté de près de 20% entre 2012 et 2013», a indiqué dans un communiqué de presse la commission de transparence sur les contrats aidés. La responsabilité des candidats aux municipales est pleinement engagée. Une fois maire, ces derniers trouveront-ils des solutions pour résorber la précarité des agents territoriaux, au cours du prochain mandat?

Face à cette précarité et à la non titularisation massive, plusieurs responsables politiques ont proposé l'unité dans la fonction publique ainsi que la création d'un grand service d'aide à la personne et d'un autre de protection de l'environnement, créant des emplois et permettant de pérenniser les emplois publics existants.

Inégalités dans la fonction publique

Depuis le début de la présidence de François Hollande, la fonction publique outre-mer est le sujet d'une controverse en France. En effet, alors que le gouvernement veut faire des économies pour répondre aux attentes de l'Union Européenne, la fonction publique est la première visée, et notamment la fonction publique territoriale en Outre-mer. Sans rappeler les nombreux reportages télévisés diffusés dans les médias français sur la sur-rémunération octroyée aux fonctionnaires, les inégalités persistent dans ce secteur à La Réunion. Ces inégalités ont d'ailleurs été évoquées à plusieurs reprises par les syndicats. Yves Gigan, secrétaire général CGTR de la fédération fonction publique territoriale, expliquait en mai 2013: «Nous sommes 75% de précaires, c'est complètement illégal». Le syndicaliste



Replanter des arbres, future source de revenus et outils de lutte contre le changement climatique. Cela peut être une des missions du futur service d'intérêt public dans l'environnement proposé par le PCR. Un moyen de pérenniser l'emploi des travailleurs précaires. (photo C.F.)

demandait alors la titularisation des 25.000 précaires réunionnais.

Pour Patrick Jayme de l'UNSA, «il faut une volonté politique. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour titulariser des agents dans la maison depuis des lustres, mais on embauche à tour de bras des cadres A payés 4 000 euros par mois ou des directeurs généraux à 10 000 euros...» (2). Des postes de cadre A qui ne bénéficient pas aux ultramarins, comme l'a rapporté Jean-Marc Bédier, en avril 2012. Ce dernier a expliqué que «chez les cadres A de La Réunion, on ne détecte que 27,4% d'ultramarins, dont 26,5% de Réunionnais, une proportion qui s'élève à 44,4% avec le renfort des enseignants, dont 43,8% de Réunionnais». Le rapport met en évidence l'absence de Réunionnais aux postes de responsabilités et confirme la précarité des agents territoriaux cantonnés aux cadres B et C et aux contrats aidés.

Le 23 mars 2014 sera l'occasion pour la population et notamment les agents ter-

ritoriaux de voter pour les candidats assurant dans leur programme la titularisation des agents territoriaux.

Céline Tabou

(1) Pour l'INSEE, un contrat aidé est un contrat de travail, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés relèvent du secteur marchand (c'est le cas par exemple du contrat unique d'insertion marchand CUI-CIE) ou du secteur non marchand (par exemple le contrat unique d'insertion non marchand CUI-CAE). Dans le second cas, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

(2) "Titularisation: 20 communes hors-la-loi", Journal de l'île de La Réunion, 22 mars 2013. Juliane Ponin-Ballom et Bruno Graignic

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

L'Europe en état de vigilance

L'Ukraine prépare l'évacuation de ses 25.000 soldats stationnés en Crimée. C'est le signe d'un retrait du nouveau pouvoir à Kiev suite au référendum organisé dimanche dernier dans la péninsule peuplée majoritairement de russophones.

De là à dire que Kiev se plie au fait accompli, c'est un pas qu'il est difficile de franchir. Car les alliés occidentaux du nouveau pouvoir ukrainien ne baissent pas la garde.

Ainsi pendant deux jours, Joe Biden, vice-président US était en visite en Europe. Le numéro 2 des États-Unis a voyagé en Pologne, en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Ces trois derniers pays faisaient partie de l'URSS et sont devenus membres de l'OTAN, au même titre que la Pologne, peu après leur indépendance. Et tout comme l'Ukraine, les trois États baltes abritent une importante population russophone. La visite de Joe Biden avait pour but de rassurer les alliés de Washington. Liant les actes aux paroles, Washington a déployé des avions de combat en Pologne, et aussi dans les Pays baltes.

Cette visite n'a pas du tout perturbé la procédure à Moscou. Le Parlement russe a voté hier une loi faisant de la Crimée une partie du territoire de la Russie.

Pour sa part, l'OTAN a décidé de revoir sa stratégie. Très inquiétant est ce qui a fuit d'une réunion mercredi à Washington entre des responsables US et le secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ce dernier accuse la Russie de vouloir redessiner la carte de l'Europe, d'enterrer le droit international, et de provoquer la pire crise depuis la Guerre froide.

Sous couvert d'anonymat, des officiels présents à cette rencontre ont dit en substance à Reuters: «alors qu'un conflit majeur en Europe reste très peu probable, il n'est plus impensable».

L'élément déclencheur de cette crise a été une divergence de vue sur l'avenir de l'Ukraine. Après maintes discussions, son gouvernement a souhaité se tourner davantage vers la Russie que vers l'Union européenne. Deux mois après avoir signé un accord avec la Russie, il a été renversé par un coup d'État parti de manifestations sur la place Maidan à Kiev. Le nouveau pouvoir tente un virage à 180 degrés vers l'UE sans attendre la tenue d'élections. C'est là que la Crimée, région où les Russes sont majoritaires, fait sécession et demande son rattachement à la Russie. La tension monte, et le risque d'un dérapage se rapproche. Il est plus qu'urgent que tout le monde se retrouve pour négocier afin de trouver une issue politique à cette crise qui a maintenant largement dépassé les limites de la place Maidan.

J.B.

Super meeting à La Rivière des Galets

Loulou et son équipe seront «fidèles aux combats du passé pour préparer l'avenir de notre peuple»

Dans le cadre de la campagne électorale menée par les militants et sympathisants communistes du Port pour les municipales en faveur de la liste conduite par Henry Hippolyte, un nouveau grand meeting s'est déroulé ce mercredi soir du 19 mars. C'était à La Rivière des Galets, en un lieu symbolique des luttes menées par le peuple, à deux pas de l'école portant le nom de Laurent Vergès.



Une fois de plus, ce mercredi à La Rivière des Galets comme tous les quartiers du Port, il y avait un public nombreux...

Une fois de plus, il y avait un public nombreux et une ambiance festive très chaleureuse pour saluer les divers intervenants, qui ont tenu des propos fort intéressants sur le sens profond de l'élection de l'équipe de Loulou à la direction de la Commune du Port. Ces intervenants furent d'abord Virgil Rustan, qui a animé le meeting, ainsi que Haribou Zoubert, Jocelyne Ravennes, Martin Nassibou, Huguette Védapodagom et Naren Mayendi.

Ces oratrices et orateurs ont notamment fait plusieurs rappels historiques, en évoquant par exemple la célébration du 68ème anniversaire du vote de la loi Vergès-Lépervanche du 19 mars 1946, la loi de l'égalité; ils ont également salué la présence de Marina Dobarria, la compagne du

défunt Laurent Vergès, qui s'est battu comme député pour l'application de cette loi et pour le respect des droits sociaux du peuple réunionnais. D'où l'importance de l'engagement exprimé par Loulou au nom de son équipe à «tout faire pour rester fidèles aux combats du passé pour préparer l'avenir de notre peuple».

«Un peuple de solidarité et de fraternité»

Auparavant, les divers intervenants ont également rappelé les multiples œuvres réalisées par la municipalité d'union démocratique du Port depuis 43 ans au service de la population et de son mieux vivre ensemble. Ils ont aussi exposé les nombreux projets

qui seront mis en œuvre dans les années à venir pour continuer à améliorer ces conditions de vie au Port, en concertation avec l'ensemble des citoyens de la ville et autres partenaires.

En conclusion, Loulou a d'abord mis l'accent sur «ce magnifique mouvement populaire qui ne cesse de s'amplifier durant cette campagne électorale afin d'assurer une nouvelle victoire du peuple portois le dimanche 23 mars». Et, vivement applaudi, il a lancé un appel à renforcer cette dynamique durant les derniers jours de campagne mais aussi dans le futur, parce que «nous sommes un peuple de solidarité et de fraternité, qui dit non aux trahisons et aux divisions».

Correspondant



... et une ambiance festive très chaleureuse pour saluer les divers intervenants, qui ont tenu des propos fort intéressants sur le sens profond de l'élection de l'équipe de Loulou à la direction de la Commune du Port. (photos A.D.)

Saint-Louis**La mobilisation s'amplifie autour de Fabrice Hoarau**

Le porte à porte la journée aux Makes, et le meeting le soir aux Canots. Une journée de campagne avec des militants mobilisés pour remporter la victoire dimanche.

**Sainte-Suzanne****Meeting à Bras Pistolet**

Ce mercredi à Bras-Pistolet, le meeting de la journée a rappelé l'enthousiasme de la population de ce quartier des Hauts autour de la liste de rassemblement conduite par Maurice Gironcel. (photos Isabelle Cherubin)

**Rassemblement pour le changement****«Libérer La Réunion et Bras Panon»**

Jeannick Atchapa, Thierry Robert et Ginette Sinapin lors de sa prise de parole.

Le rassemblement mis en place à Bras Panon, entre le LPA et le PCR est porté haut depuis le début de la campagne. Un rassemblement mis en avant par Ginette Sinapin, rappelant l'union du CRADS pour «le développement de La Réunion», mais aussi de Bras Panon.

Lors d'un meeting mercredi soir, en présence d'anciens militants communistes, comme M. Sautron, de la tête de liste, Jeannick Atchapa et du fondateur de La Politique Autrement, Thierry Robert, les deux colistiers communistes ont exprimé les raisons du rassemblement et évoqué les enjeux de cette élection, notamment pour les planteurs.

Face aux défis de demain

Rappelant la date anniversaire de la loi du 19 mars 1946, instituant la départementalisation à La Réunion, Ginette Sinapin, la secrétaire de la section de Bras Panon a expliqué que «cette loi a ouvert le champ de l'égalité sociale institutionnelle». Face «à la misère insoutenable à La Réunion, c'est dans ce contexte économique et social que se crée le Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale, le CRADS. Il a fallu 50 ans pour arracher l'égalité sociale. 68 ans après, on est au même point». Cette dernière a mis en avant «les erreurs commises par les gouvernements successifs depuis l'abolition du statut colonial. Aujourd'hui, on constate que l'on est encore plus dans la misère», raison pour laquelle «l'union des forces de gauche» est importante pour «libérer La Réunion et Bras Panon». «C'est le but de ce rassemblement» a assuré Ginette Sinapin. La militante PCR a appelé «tous les camarades et les citoyens», à faire face à «l'immense responsabilité que nous avons à assumer» et à relever «les défis pour Bras Panon, contre un système économique, social, politique injuste et oppressif». Ginette Sinapin a dénoncé «ceux qui ne veulent pas le développement» en appelant à «l'union, la solidarité et le dévouement pour le rassemblement».

Un rassemblement salué par tous

Devant une foule à la Rivière des Roches, la secrétaire du PCR et de la section de Bras Panon, Ginette Sinapin, a rappelé les raisons de ce rassemblement: «Le PCR a toujours prôné pour le rassemblement des Réunionnais, pour apporter des solutions aux problèmes que connaît le peuple réunionnais». «Fidèle à ce principe, le rassemblement avec Jeannick Atchapa a été réfléchi»

a-t-elle ajouté coupant court aux rumeurs laissant penser à une division de la section. Un rassemblement salué par Thierry Robert, qui a assuré qu'il faut «mê la main ensemb, être de plus en plus nombreux pour travailler dans l'unité avec l'ensemble du peuple». D'autant plus que la liste conduite par Jeannick Atchapa possède «un projet réaliste, réalisable et réfléchi», a assuré le président du LPA. De son côté, la secrétaire du PCR s'est dite «fière de cette liste de rassemblement» et de la présence des jeunes sur celle-ci. Une présence qui représente également une fierté pour Jeannick Atchapa, qui a «pris l'engagement de positionner des jeunes».

Trouver une alternative au problème de la canne

Militant communiste, Christophe Retournat a expliqué qu'avec «le PCR, nous avons fait le choix de répondre favorablement au rassemblement lancé par Jeannick Atchapa» pour «une nouvelle politique». Il s'agit pour le jeune homme de «changer de politique en changeant les hommes». Et notamment changer de maire à Bras Panon. Une volonté partagée par l'ensemble des personnes réunies, ce mercredi 19 mars. Les intervenants ont défilé pour dénoncer l'autoritarisme de Daniel Gonthier. Le jeune homme a souhaité «redonner de l'authenticité à Bras Panon», particulièrement en ce qui concerne l'agriculture. «On va vers une crise sans précédent, c'est aux collectivités de prendre leur responsabilité et d'accompagner les agriculteurs», a affirmé le jeune homme. Ce dernier a rappelé la menace sur la filière canne à La Réunion, avec la fin des quotas sucriers, dont les prix garantis. Le jeune militant communiste a rappelé la proposition de la liste de créer une Maison des agriculteurs, calquée sur celle des artisans. Pour Christophe Retournat, il est nécessaire de réviser le Plan Local d'Urbanisme, «pour protéger les réserve foncières agricoles. Il faut tendre vers une alternative à la revente» de la canne, à travers entre autres la diversification. Ce dernier a dénoncé le maire sortant, Daniel Gonthier, le qualifiant de «gran causeur, ti faiseur. On a besoin d'une mairie ouverte à tous», a conclu le jeune homme.

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

Non au négationnisme de l'identité réunionnaise

En raison du contexte socio-économique et politique du pays — comme du conditionnement médiatique et éducatif auquel est soumis le peuple réunionnais —, il est important de se battre constamment pour une prise de conscience de la gravité de certains problèmes, trop souvent sous-estimés voire ignorés. On peut citer par exemple le problème du partage inégal des revenus par l'apartheid social, celui de la pollution de notre existence par le tout-pétrole, les engrais chimiques, les pesticides, la malbouffe etc..., ou celui d'une gouvernance non démocratique. L'actualité nous incite à réfléchir aussi sur un autre problème, lié à la culture.



Le plasticien Régis Laope, qui se bat pour valoriser les atouts de la créolité réunionnaise. «In moun, in sinbol, in fason».

Selon un sondage rendu public ce mardi par Antenne Réunion, près de la moitié de nos compatriotes (49%) ne seraient pas «favorables à l'utilisation d'un drapeau réunionnais». Bien que ce drapeau a déjà été classé comme «drapeau officiel de La Réunion», «reconnu en 2003 par la Fédération Internationale des Associations Vexillologiques» et «adopté par la monnaie de Paris en 2010 avec la pièce de 10 euros», il ne serait pas encore approprié par le peuple réunionnais, auquel on prêterait une préférence pour le drapeau tricolore de la République française, alors qu'il n'y a aucune raison d'opposer ces deux symboles.

En fait, cette vision de la conscience réunionnaise pourrait être liée à un véritable négationnisme de l'identité spécifique de notre peuple, faite de son Histoire, de sa langue et de toutes les autres richesses de sa culture originale, comme de son interculturelité unique au monde etc... Cette négation et infériorisation de notre identité réunionnaise est très grave car elle ne respecte pas un des principes fondamentaux proclamés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Organisation

des Nations Unies en 1948 sur l'égalité entre les cultures; et il est indispensable d'en prendre conscience.

Nout nasyon i apèl La Rényon

Pour résoudre ce problème, il faut reconnaître l'ampleur désastreuse de la politique d'assimilation culturelle et identitaire mise en œuvre à La Réunion par les classes dominantes, notamment depuis 68 ans, malgré l'abolition officielle du statut de colonie du pays par la loi Vergès-Lépervanche du 19 mars 1946. Et cela — d'une certaine façon — par une nouvelle forme de colonialisme, comme celui dont ont été victimes les peuples des anciennes colonies françaises en Afrique devenues indépendantes dans les années 60 mais soumises ensuite au régime dit de la "France - Afrique".

Cette assimilation se traduit notamment par la non-reconnaissance officielle du peuple réunionnais, né il y a 351 ans, mais aussi par la domination du langage officiel dans les conversations quotidiennes, où par exemple la France est appelée "la métropole" (alors qu'il y en a maintenant plu-

sieurs là-bas !); les réalités et les personnes de La Réunion sont qualifiées de "locales" plutôt que réunionnaises; les questions et réalités concernant la République française sont dites ici "nationales" alors que nout nasyon i apèl La Rényon... Bref, ce langage nie de fait l'identité spécifique réunionnaise (d'où le concept de négationnisme).

Une forte progression

Ceci dit, on pourrait aussi éventuellement donner un sens plutôt positif au sondage cité plus haut, en se disant qu'il est encourageant de constater que la résistance des Réunionnais à ce négationnisme est telle que déjà près de la moitié d'entre eux (47%) se sont libérés de l'assimilation en se déclarant «favorables» à l'utilisation de notre drapeau. Et notamment grâce au combat mené par des militants politiques, culturels, éducatifs, artistiques etc... mais aussi par de nombreux acteurs culturels professionnels de La Réunion, on constate une forte progression de l'affirmation par le peuple réunionnais de son identité.

À ce sujet, on citera un exemple — parmi bien d'autres — dans l'actualité; il s'agit de l'exposition présentée vendredi dernier au Théâtre Sous les Arbres (Le Port) par le plasticien Régis Laope, qui a mis en avant plusieurs aspects des trésors de nout kiltir (la lang kréol, notre Histoire, nos proverbes, la toponymie du pays, la créativité de nos artistes, écrivains, poètes etc...). Fidèle aux combats de son père — le grand chanteur Maxime Laope —, Régis, qui se présente comme «in moun, in sinbol, in fason», veut continuer à valoriser les atouts de la créolité réunionnaise. Bonn kontinuasyon zot tout !

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

La kouyonis, mi pans sa na poinn bor !

I paré, in kronikèz i apèl Emilie Albertini dann in télé I D8 la donn in drol lésplikasyon dsi l'atak bann rokin dan La mèr la Rényon. El la di a popré kékshoz konmsa: demoun i jète bann karkas zaimo dan la mèr é bann rokin i vien manzé, é konm na pi tro poison dan la mèr si lo rokin i trouv in surfèr li atak. In drol lésplikasyon bien antandi, sirtou ké ni koné la pa arienk bann surfèr lé ataké.

L'èr-la, in pé i mète a fé lo buzz dsi internet épi zot i domann lo dirèktèr lo D8, épi la kronikèz éskiz azot, domann pardon La Rényon... Moin pèrsonèl moin la pa bézoin zot i domann amoin pardon, pars mi san pa moin ataké. Mé si na in pé i vé i domann azot éskiz é bin shakinn lé lib..Konm lo tantine la pa blijé éskiz ali... si shak foi k'in kouyon i di in kouyonad i fo li sar domann éskiz é bin, sanm pou moin, moityé d'lo tan li pass a di bann kouyonad é moityé d'lo tan li pass a domann éskiz. Sirtou dsi la késtyonn rokin, pars mi an souvien bien la di tout z'afèr la dsi.

Na in sèrtin mèrès la di, él i koné La Rényon, vi k'èl lé né isi, é la pa in bann rastakouèr va amontr ali rokin. Mi dout pa èl i koné dés-èrtènn shoz dsi La Rényon, mé mi pans pa èl sé in éspésyalis rokin. Koméla, èl i di, sa in késtyon difisil, la komine la fine dépans in takon larzan la dan, donk èl i koné pa si pou finir va trouv in bon solisyon. Mi pans, pou èl, lo dépans i ansèrv arienk pou boush lo také bann moun gran guèl mé o fon, konm i di, di fon mistèr ék boul de gom.

Nana sak la di la fèrm poisson lé rèsponasab bann zatak rokin. La fèrm la fèrmé, mé lo danzé rokin lé ankor la. In pé la di la vyann demoun lé fad é rokin i èm pa sa. Na d'ot la di i fo tyé lo bann rokin. Na mèm in mèr la pran i larété pou rouv la shass rokin. In pé la di lo park marin lé rèsponasab bann zatak rokin... Tousa pou dir: rokin i atak demoun lé bien maléré pou l'moun, mé pou kosa zot i atak demoun? I koné pa bien... Moin mi kroi la syans, kisoï la syans bann pèshèr rényoné kisoï la shans bann shèrchèr, sak nana isi, épi sak nana an déor. Mi dout pa ké va trouv lo tik-tak in zour, mé zordi la pankor trouvé, mèm si i rod ali konm l'aviyon la pèrd.

Sé pou sa, mi pans na ankor la kouyonad pou di la dsi, é la kouyonis, mi pans sa na poinn bor.

Justin